

Libération 20180523

http://www.liberation.fr/france/2018/05/23/gerard-collomb-demande-l-evacuation-des-campements-de-migrants-a-paris_1652090

Bras de fer

Gérard Collomb demande l'évacuation des campements de migrants à Paris

Par [Kim Hullot-Guiot](#) — 23 mai 2018 à 15:41



Un campement de migrants Porte de la Villette à Paris, le 20 avril. Photo Christophe Archambault. AFP

Anne Hidalgo, la maire de la capitale, réclame pour sa part depuis des mois une «mise à l'abri» pour les quelque 2 300 personnes qui habitent ces campements de fortune dans des conditions jugées «indignes» par le Défenseur des droits.

Après des mois de tensions entre la maire de Paris et le ministre de l'Intérieur sur les campements de migrants à Paris, Gérard Collomb a annoncé ce mercredi avoir demandé à la préfecture leur évacuation dans un «*bref délai*». Plus de 2 300 personnes s'entassent, [dans des conditions jugées «indignes»](#) par le Défenseur des droits, dans les trois principaux campements de la capitale, où [plusieurs personnes](#) migrantes ont par ailleurs [déjà trouvé la mort](#).

Dans un communiqué, Gérard Collomb «prend note du refus de la ville de demander l'évacuation de son domaine public, ce qu'il regrette», et déclare avoir par conséquent demandé au préfet de police «de pallier cette carence en vue de procéder à l'opération», qui devra concilier «les exigences de la mise à l'abri et de l'application du droit des étrangers». Autrement dit, il y aura bien des mises à l'abri voulues par la mairie, mais aussi des contrôles administratifs à l'occasion de l'évacuation.

«Faire respecter la loi républicaine»

Gérard Collomb ne se gêne pas pour tacler la mairie : «40% de la demande d'asile française» se porte sur l'Ile-de-France, mais Paris ne compte «que 2% des places d'hébergement pour demandeurs d'asile», écrit-il dans son communiqué. Lors des précédentes opérations, «les personnes évacuées le sont déjà vers la périphérie parisienne ou dans des départements qui accueillent déjà de nombreux demandeurs d'asile», ajoute le ministère. «Il convient donc de penser le problème parisien dans une logique d'ensemble qui permette de faire respecter la loi républicaine en matière d'asile et d'immigration», poursuit-il.

A la mairie, contactée par *Libération*, on se réjouit que Beauvau ait entendu les demandes des associations et des riverains. Mais le ton très sec du communiqué à l'égard de la ville ne passe pas. C'est que la tension n'a cessé de croître ces derniers mois entre les deux anciens camarades socialistes – [d'après RTL, le pourrissement de la situation](#) arrangerait d'ailleurs plutôt bien les affaires de La République en marche, qui ne cache pas vouloir rafler Paris en 2020.

A lire aussi

[A Paris, deux noyades relancent la tension entre Hidalgo et Collomb](#)

«Mises à l'abri» versus «évacuations»

On résume : la mairie de Paris demande depuis des mois que des «*mises à l'abri*» soient réalisées, c'est-à-dire qu'on relogé temporairement les personnes évacuées des campements. Elle en appelle à Beauvau, arguant que les questions migratoires doivent être traitées par l'Etat et non la ville. De son côté, le ministère de l'Intérieur estime que la mairie n'a qu'à saisir la justice si elle veut des «évacuations», qui ne supposent pas de relogement. Retour à l'envoyeur : la mairie explique que durant le précédent quinquennat, elle n'a jamais eu à saisir la justice pour que les ministères de l'Intérieur et du Logement organisent des opérations de mise à l'abri. A Beauvau, où on ne cache pas une certaine exaspération, on rétorque être du côté de la loi. La bataille se poursuit dans la presse et par courriers interposés, sans que la situation ne change jusqu'ici.

Si l'on ne sait pas encore quand aura lieu l'évacuation, la mairie et le ministère devront travailler ensemble : «*Dans la préparation de cette opération, le rôle de la ville de Paris sera essentiel, car si les campements se reconstituent, cette trente-cinquième opération n'aura servi à rien*», écrit le ministère de l'Intérieur dans son communiqué. A la mairie, on assure pouvoir déjà proposer des mises à l'abri pour la moitié des effectifs des campements.

[Kim Hullot-Guiot](#)